

## Italie

Après s'être redressée durant la plus grande partie de 2004, l'économie connaît une récession au début de 2005. Sous l'effet conjugué de la forte croissance des coûts unitaires de main-d'œuvre, de l'appréciation de l'euro et de l'intensification de la concurrence mondiale dans les domaines de spécialisation de l'Italie, les parts de marché de ce pays se sont fortement réduites. La demande intérieure, auparavant soutenue par la vive croissance de l'emploi et la faiblesse des taux d'intérêt réels, se ralentit. On prévoit que l'activité se raffermira vers la fin de 2005, en raison d'une nouvelle reprise du commerce mondial, d'une amélioration de la productivité du travail et d'allègements d'impôts.

Des réformes structurelles sont nécessaires pour remédier aux facteurs responsables de la médiocre compétitivité de l'Italie. Les négociations salariales devraient être adaptées pour mieux tenir compte de l'évolution de la productivité. Les secteurs abrités devraient être plus largement ouverts à la concurrence pour réduire de manière décisive les coûts en aval et les pressions inflationnistes. La réduction de la dette devrait être accélérée pour permettre un allègement de la fiscalité et une augmentation des investissements en capital physique et humain.

À l'instar de ses principaux partenaires, l'Italie a connu une légère reprise économique à partir du second semestre 2003, la croissance atteignant seulement 1 % (correction faite des jours ouvrables) en 2004. Cependant, l'économie est actuellement en récession, avec une croissance négative au quatrième trimestre 2004 et au premier trimestre 2005, principalement en raison de la faiblesse de la demande extérieure et de la baisse connexe de l'investissement des entreprises. L'investissement en logements, jusque-là soutenu, a lui aussi faibli. Les enquêtes auprès des entreprises manufacturières ont donné des indications inquiétantes pendant les premiers mois de 2005, avec des chutes marquées des carnets de commandes et de la confiance des entreprises et une baisse de la production industrielle. Les indicateurs de court terme concernant les services aux entreprises dénotent une baisse continue depuis la mi-2004. Il est probable que les deux premiers trimestres de 2005 seront marqués en Italie par une correction liée au cycle des stocks.

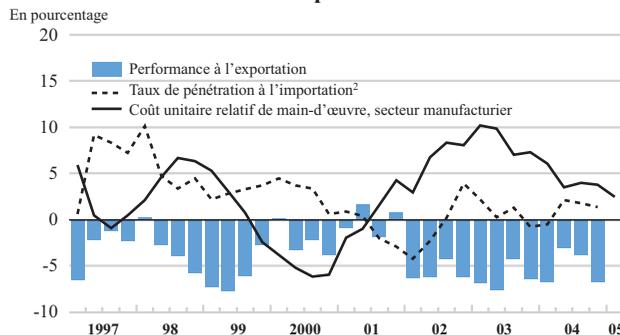
**La reprise a marqué le pas**

Au cours des quatre années écoulées, la compétitivité, mesurée par les coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre, s'est dégradée de plus de 25 % alors que la France et l'Allemagne enregistraient des pertes inférieures à 10 %, ce qui donne à penser que l'appréciation de l'euro n'est pas le seul coupable. Le problème essentiel

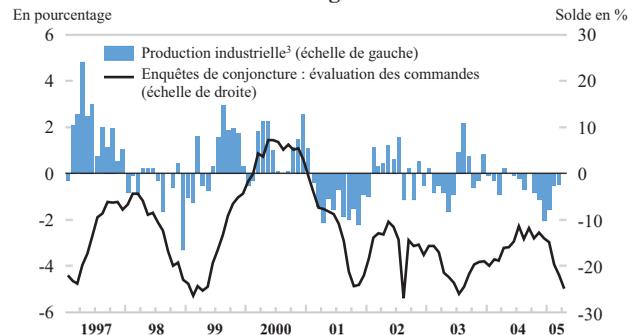
**Les coûts unitaires de main d'œuvre continuent d'augmenter plus vite qu'à l'étranger...**

## Italie

**La croissance des coûts unitaires de main-d'œuvre reste trop élevée<sup>1</sup>**



**Les indicateurs de court terme ne sont pas encourageants**



1. Taux de variation en glissement annuel.
2. Les données de 2005 sont des prévisions de l'OCDE.
3. Taux de variation en glissement trimestriel.

Source : OCDE, base de données des Perspectives économiques n° 77.

Italie : **Emploi, revenu et inflation**

Pourcentages de variation

	2002	2003	2004	2005	2006
Emploi	1.5	1.0	1.5	0.0	0.4
Taux de chômage <sup>1</sup>	9.1	8.8	8.1	8.4	8.4
Rémunération des salariés	4.4	4.3	3.6	3.2	2.6
Coûts unitaires de main-d'œuvre	3.9	3.9	2.6	3.9	1.4
Revenu disponible des ménages	4.0	4.1	3.5	3.1	3.5
Déflateur du PIB	3.1	2.9	2.6	1.7	1.7
Indice des prix à la consommation harmonisé	2.6	2.8	2.3	2.0	2.0
Déflateur de la consommation privée	3.1	2.5	2.2	1.8	1.8

1. En pourcentage de la population active.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 77.

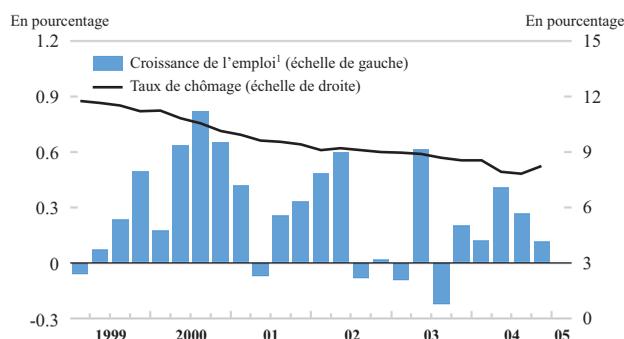
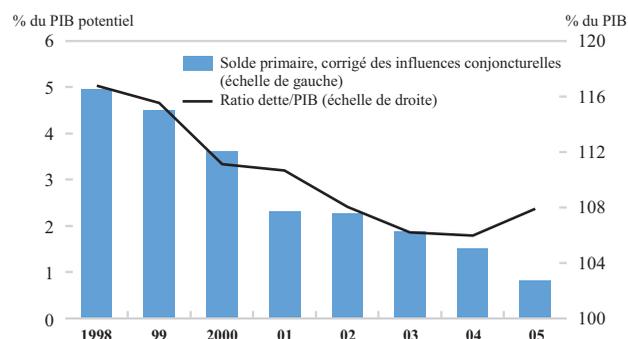
en Italie concerne les gains de productivité, qui ont été au mieux stationnaires depuis 2001. Les salaires ont à peine augmenté en termes réels, mais les ajustements intégraux au titre du pouvoir d'achat ont entraîné des pertes dans les secteurs exposés aux échanges internationaux. La croissance de l'emploi a néanmoins été soutenue, grâce à la libéralisation des contrats de travail qui a donné plus de flexibilité aux employeurs, ainsi qu'aux incitations budgétaires qui ont à leur tour amélioré la rentabilité. Néanmoins, depuis le milieu de 2004, les effets des réformes sur l'emploi ont commencé à s'estomper, alors que l'assainissement nécessaire des finances publiques entraînait la suspension de bon nombre de subventions à l'emploi.

## ... bien que l'inflation se soit modérée

L'inflation s'est modérée tout au long de 2004, tombant à moins de 2 % au quatrième trimestre et se maintenant à ce niveau pendant les premiers mois de 2005. La raison en a été un élargissement de l'écart conjoncturel et des baisses des prix alimentaires, ainsi que des mesures administratives prises à partir d'octobre pour limiter la hausse des prix de détail. L'Italie est habituellement le pays de la zone euro où les augmentations des prix pétroliers sont les plus longues à se répercuter sur les prix, de sorte que l'on peut s'attendre à un renforcement des tensions inflationnistes.

## Italie

## La croissance de l'emploi reste forte

La rigueur budgétaire faiblit<sup>2</sup>

1. Sur la base des comptes nationaux, taux de variation en glissement trimestriel.

2. Défini comme les importations de biens et services relatives à la somme des importations et du produit intérieur brut, à prix constants.

Source : Istituto di Studi e Analisi Economica, OCDE, base de données des Perspectives économiques n° 77 et Principaux indicateurs économiques.

## Italie : Indicateurs financiers

	2002	2003	2004	2005	2006
Taux d'épargne des ménages <sup>1</sup>	10.5	10.7	11.0	11.5	11.4
Solde financier des administrations publiques <sup>2, 3, 4</sup>	-2.7	-3.0	-3.1	-4.4	-5.0
Balance des opérations courantes <sup>2</sup>	-0.8	-1.3	-0.8	-2.2	-2.3
Taux d'intérêt à court terme <sup>5</sup>	3.3	2.3	2.1	1.8	1.9
Taux d'intérêt à long terme <sup>6</sup>	5.0	4.3	4.3	3.6	3.7

1. En pourcentage du revenu disponible.

2. En pourcentage du PIB.

3. Exclut l'impact sur les paiements d'intérêts des échanges croisés et des transactions fondées sur des taux à terme. Ces opérations par contre sont incluses dans le solde financier transmis à la Commission européenne dans le cadre de la Procédure du déficit excessif.

4. Le déficit de ANAS, organisme gérant le réseau routier national, (environ 0.2 pour cent du PIB), est compris dans les prévisions, en attendant une décision de Eurostat.

5. Taux interbancaire à 3 mois.

6. Obligations d'État à 10 ans.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 77.

De fait, le glissement annuel des prix à la production a atteint 6 % à la fin de 2004, et la croissance des bénéfices est restée forte dans les secteurs abrités. Néanmoins, vu la faiblesse de la demande, l'inflation devrait rester inférieure à 2 %.

L'orientation de la politique économique a été durcie pendant les six derniers mois de 2004. Le taux de change effectif s'est apprécié de quelque 4 % tandis que les taux d'intérêt réels commençaient à monter à mesure que l'inflation reculait, ce qui s'est traduit par des conditions monétaires plus restrictives. La politique budgétaire a

*La politique macroéconomique a été durcie au second semestre 2004*

## Italie : Demande et production

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
	prix courants milliards d'€	Pourcentages de variation, en volume (prix de 1995)				
Consommation privée <sup>1</sup>	731.6	0.4	1.4	1.0	0.7	1.7
Consommation publique	229.5	1.9	2.3	0.6	0.2	0.2
Formation brute de capital fixe	240.5	1.3	-1.8	1.9	-1.6	2.0
Équipement et outillage	140.2	-0.1	-4.4	1.1	-3.1	2.1
Construction	100.3	3.3	1.7	3.0	0.4	1.8
Construction de logements	53.9	4.5	2.8	2.9	0.3	1.9
Autres	46.4	1.9	0.3	3.1	0.4	1.8
Demande intérieure finale	1 201.6	0.9	0.9	1.1	0.1	1.5
Variation des stocks <sup>2</sup>	- 0.7	0.4	0.4	-0.3	0.0	0.0
Demande intérieure totale	1 200.8	1.3	1.3	0.8	0.2	1.5
Exportations de biens et services	345.9	-3.2	-1.9	3.2	0.0	5.8
Importations de biens et services	328.4	-0.5	1.3	2.5	2.8	6.8
Exportations nettes <sup>2</sup>	17.5	-0.8	-0.9	0.2	-0.8	-0.3
PIB aux prix du marché	1 218.3	0.4	0.4	1.0	-0.6	1.1

Note : L'activité économique en 2004 et 2005 est soumise à l'influence de modifications exceptionnellement importantes du nombre de jours travaillés. Les prévisions de l'OCDE sont ajustées pour tenir compte de cet effet alors que les prévisions officielles du gouvernement ne le sont pas. Toutes choses égales par ailleurs, les prévisions ajustées sont plus faibles que les prévisions non ajustées en 2004 et plus élevées en 2005.

1. Consommation finale des ménages sur le marché intérieur.

2. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif dans la première colonne.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 77.

## Italie : Indicateurs extérieurs

	2002	2003	2004	2005	2006
	Milliards de \$				
Exportations de biens et services	321.8	380.2	447.5	477	508
Importations de biens et services	309.7	371.4	434.0	486	523
Balance commerciale	12.1	8.8	13.5	- 10	- 15
Solde des invisibles	- 22.0	- 28.0	- 26.6	- 29	- 27
Balance des opérations courantes	- 9.9	- 19.1	- 13.1	- 39	- 42
	Pourcentages de variation				
Exportations de biens et services en volume	- 3.2	- 1.9	3.2	0.0	5.8
Importations de biens et services en volume	- 0.5	1.3	2.5	2.8	6.8
Résultats à l'exportation <sup>1</sup>	- 5.8	- 6.3	- 5.3	- 7.4	- 3.6
Termes de l'échange	1.5	1.7	0.1	- 2.3	0.1

1. Ratio du volume des exportations sur le marché correspondant pour le total des biens et services.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 77.

été également durcie avec la mise en œuvre en milieu d'année d'un budget supplémentaire représentant l'équivalent de ½ pour cent du PIB, destiné à compenser les dérapages du déficit pendant le premier semestre de l'année. Le déficit en année pleine s'est établi à 3.1 % du PIB. Ce résultat prend en compte les effets d'une reclassification, avec l'accord d'Eurostat, d'injections de capitaux dans les chemins de fer publics, qui, de poste de financement, sont devenues un transfert en capital et ont ajouté 0.3 % au déficit annuel depuis 2001. Ainsi, sur la base de méthodes comptables inchangées, le déficit en 2004 a été de 2.8 % de PIB, donc inférieur à l'objectif initial de 2.9 %.

**La politique budgétaire devrait être expansionniste en 2005 et en 2006**

Le budget 2005 prévoit des mesures d'économie représentant 2 % du PIB pour atteindre l'objectif d'un déficit de 2.7 % du PIB, ainsi que des allègements d'impôts (principalement sur le revenu des personnes physiques) de ½ pour cent de PIB. Les principales économies prévues résultent des plafonds imposés à la progression des dépenses, de mesures sévères contre la fraude fiscale, de la titrisation de biens immobiliers et de péages routiers, d'une amnistie des infractions immobilières et de relèvements des droits d'accise. La plupart de ces mesures seront poursuivies dans les premiers mois de 2006. Selon les prévisions de l'OCDE, le déficit devrait atteindre 4.4 % du PIB en 2005, la différence par rapport à l'objectif du gouvernement tenant : *i*) à une croissance du PIB inférieure de 2½ pour cent à l'hypothèse retenue dans le budget\*, et *ii*) au traitement comptable défavorable, par rapport à celui supposé dans le budget, des injections de capital dans les chemins de fer publics et des opérations de l'agence chargée des routes publiques (dont l'OCDE suppose qu'elles resteront comptabilisées avec les opérations des administrations publiques au lieu d'en être exclues). En l'absence de nouvelles initiatives, le déficit paraît devoir augmenter encore en 2006, compte tenu de la disparition complète des mesures exceptionnelles. Le taux d'endettement du secteur public devrait croître aussi bien en 2005 qu'en 2006.

\* À la suite de la publication des statistiques récentes des comptes nationaux, le ministre de l'Économie et des Finances a indiqué que des révisions en hausse de l'objectif de déficit officiel sont très probables.

Après un ralentissement de l'activité au premier semestre 2005, la croissance devrait reprendre lentement pour revenir aux alentours de son taux potentiel au début de 2006 et se poursuivre à ce rythme jusqu'à la fin de l'année. La croissance de la consommation privée devrait s'accélérer sous l'effet des allègements d'impôts et de l'amélioration des revenus du travail, même si cet impact sera atténué dans la mesure où une partie des allègements d'impôts seront épargnés, et l'emploi ralentira avec la dissipation des effets des réformes du marché du travail mises en œuvre les années précédentes. Le ralentissement de la croissance de l'emploi se traduira par une reprise de la productivité qui permettra d'atténuer les pertes de compétitivité et de parts de marché d'exportation. Parallèlement à l'accélération prévue de la croissance extérieure, les exportations et l'investissement des entreprises devraient s'en trouver dynamisés. Après une contraction d'environ ½ pour cent en 2005, la croissance devrait dépasser à peine 1 pour cent en 2006.

*La croissance ne devrait reprendre qu'à la fin de 2005*

La situation budgétaire comporte des risques particuliers étant donné que la croissance est plus faible qu'escompté. Les ménages pourraient épargner une plus large fraction des allègements d'impôts que prévu en raison du ralentissement de l'emploi et des inquiétudes suscitées par la dégradation du budget et le niveau toujours élevé de la dette publique. Ces préoccupations pèseraient également sur le moral des entreprises et la confiance des marchés, alors que les élections générales prévues pour 2006 pourraient entraver le durcissement requis de la politique budgétaire. Les résultats du commerce extérieur pourraient eux aussi s'améliorer moins que prévu, notamment si l'euro devait encore s'apprécier.

*Les prévisions pourraient pécher par optimisme*

## **Chapitres spéciaux parus dans les derniers numéros des *Perspectives économiques de l'OCDE***

### **N° 76, décembre 2004**

Évolution des prix du pétrole : moteurs, conséquences économiques et ajustement des politiques  
Comportement d'épargne et efficacité de la politique budgétaire

### **N° 75, juin 2004**

Marchés du logement, patrimoine et cycle économique  
Les enjeux de la réduction du déficit de la balance courante des États-Unis  
Cycle des prix actifs, facteurs exceptionnels et soldes budgétaires  
Renforcer la convergence des revenus en Europe centrale après les adhésions à l'Union européenne

### **N° 74, décembre 2003**

Cyclicité de la politique budgétaire : le rôle de la dette, des institutions et des contraintes budgétaires  
Relations financières entre l'État et les collectivités territoriales  
Dépenses publiques : améliorer le rapport coûts-résultats

### **N° 73, juin 2003**

Après la bulle des télécommunications  
Politiques structurelles et croissance  
Tendances de l'investissement direct étranger dans les pays de l'OCDE  
Restrictions à l'investissement direct étranger dans les pays de l'OCDE  
Incidences des politiques sur l'investissement direct étranger

### **N° 72, décembre 2002**

Soutenabilité budgétaire : le rôle des règles  
La contribution d'une retraite plus tardive à la croissance de l'emploi  
Concurrence sur les marchés de produits et performance économique  
La persistance de l'inflation dans la zone euro

### **N° 71, juin 2002**

Conséquences économiques du terrorisme  
Les changements en cours du cycle économique  
Échanges intra-branche et intra-groupe et internationalisation de la production  
Productivité et innovation : incidence des politiques sur les marchés du travail et des produits  
Instabilité des marchés de change et taxes sur les opérations financières

### **N° 70, décembre 2001**

Épargne et investissement : déterminants et conséquences pour l'action des pouvoirs publics  
L'investissement en capital humain *via* l'enseignement et la formation post-obligatoires  
Effets croisés des politiques sur les marchés du travail et des produits  
Réforme des politiques agricoles : il faut aller plus loin

### **N° 69, juin 2001**

Implications budgétaires du vieillissement : prévisions des dépenses liées à l'âge  
Les grands enjeux de la politique fiscale dans les pays de l'OCDE  
Pour une croissance écologiquement viable : l'expérience des pays de l'OCDE  
Productivité et dynamique de l'entreprise : leçons à tirer des micro-données

# DÉPARTEMENT DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

Des informations sur les publications et les études récentes du Département des Affaires économiques sont disponibles sur le site web de l'OCDE à partir de [www.oecd.org/eco-fr](http://www.oecd.org/eco-fr). Ce site propose la série complète des *Documents de travail du Département des Affaires économiques* ([www.oecd.org/eco/DocumentsDeTravail](http://www.oecd.org/eco/DocumentsDeTravail)), disponibles gratuitement, ainsi que les résumés des éditions récentes de la série des *Études économiques de l'OCDE* ([www.oecd.org/eco/EtudesEconomiques](http://www.oecd.org/eco/EtudesEconomiques)) et des *Perspectives économiques de l'OCDE* ([www.oecd.org/PerspectivesEconomiques](http://www.oecd.org/PerspectivesEconomiques)).

## PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

Le Flashfile des *Perspectives économiques de l'OCDE*, contenant un résumé des prévisions des *Perspectives économiques*, est disponible sur le web dès le jour de la parution de la version préliminaire, un mois à six semaines avant la publication finale ([www.oecd.org/eco/statistiques](http://www.oecd.org/eco/statistiques)). Les données pour les variables macroéconomiques clés sont présentées pour tous les pays et régions de l'OCDE sous forme de fichier Excel, qui peut être exploité directement avec la plupart des logiciels statistiques et analytiques. Le Flashfile des *Perspectives économiques* est disponible gratuitement, en anglais.

Les abonnés aux *Perspectives économiques de l'OCDE*, en plus des deux versions imprimées, ont accès à une version préliminaire en ligne (format PDF), publiée sur internet six à huit semaines avant la sortie de la version imprimée :

<http://new.SourceOCDE.org/periodique/perspectiveseconomiquesocde>

Les données historiques et les prévisions des *Perspectives économiques* sont également disponibles sous la forme d'une **base de données statistiques** disponible en ligne ou sur Cd-Rom. Cette base de données contient quelque 4 000 séries macroéconomiques temporelles pour les pays de l'OCDE et les régions hors OCDE. Ces séries commencent en 1960 et finissent à l'horizon des prévisions publiées.

Les abonnements à cette base de données peuvent être combinés avec des abonnements aux *Perspectives économiques* format imprimé et PDF, et peuvent être souscrits à tout moment de l'année.

Pour plus d'informations, visitez notre librairie en ligne [www.oecd.org/bookshop](http://www.oecd.org/bookshop) ou contactez votre fournisseur des publications de l'OCDE le plus proche : [www.oecd.org/editions/distributeurs](http://www.oecd.org/editions/distributeurs) .

# ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

Pour une analyse approfondie de la situation économique des pays, lisez les *Études économiques de l'OCDE*. En apportant une information riche sur l'évolution économique, cette série sert de référence aux institutions financières, aux entreprises multinationales, aux bureaux de consultants, aux universités et aux bibliothèques du monde entier. Chaque numéro contient une évaluation de l'OCDE sur :

- Les performances macroéconomiques récentes et les perspectives à court terme, axée sur la pertinence de la politique monétaire et la soutenabilité des finances publiques.
- La politique économique et les réformes structurelles dans de nombreux domaines, tels que le marché du travail, les marchés des produits, le système financier, la fiscalité, la santé et l'environnement.
- Des thèmes structurels spécifiques, parmi lesquels : la réforme fiscale, les dépenses publiques, le vieillissement de la population, le développement durable, les migrations et la concurrence.

## Les *Études* sont disponibles pour les pays suivants :

Allemagne	Italie
Australie	Japon
Autriche	Luxembourg
Belgique	Mexique
Brésil	Nouvelle-Zélande
Canada	Norvège
Chili	Pays-Bas
Corée	Pologne
Danemark	Portugal
Espagne	Roumanie
États-Unis	République slovaque
Fédération de Russie	République tchèque
Finlande	Royaume-Uni
France	Suède
Grèce	Suisse
Hongrie	Turquie
Irlande	Zone euro
Islande	

Disponibles par abonnement. Vous pouvez créer votre propre collection en choisissant les pays qui vous intéressent ; par exemple : les sept principaux pays de l'OCDE, les pays de l'Union européenne ou de l'Europe centrale et orientale ou un pays uniquement. Cette série s'adapte à vos besoins. Pour plus d'informations, abonnez-vous aux Newsletters de l'OCDE ([www.oecd.org/OECDdirect](http://www.oecd.org/OECDdirect)), ou visitez notre librairie en ligne ([www.sourceOCDE.org](http://www.sourceOCDE.org)), ou bien envoyez votre commande à :

**Les éditions de l'OCDE**  
**2, rue André-Pascal**  
**75775 Paris Cedex 16**  
**FRANCE**

*Pour les clients d'Allemagne et d'Autriche*

**OECD Sales Office**

August-Bebel-Allee 6, D-53175 Bonn

Tél. : 49 228 959 1215

Fax : 49 228 959 1218

E-mail : [bonn.contact@oecd.org](mailto:bonn.contact@oecd.org)

Internet : [www.oecd.org/deutschland](http://www.oecd.org/deutschland)

*Pour les clients d'Amérique du Nord*

**OECD Washington Center**

2001 L Street N.W., Suite 650

Washington DC, 20036-4922, USA

Tél. : 1 202 785 6323

Fax : 1 202 785 0350

E-mail : [washington.contact@oecd.org](mailto:washington.contact@oecd.org)

Internet : [www.oecd.wash.org](http://www.oecd.wash.org)

*Pour les clients du Japon et d'Asie*

**OECD Tokyo Centre**

3rd Floor, Nippon Press Center Building

2-2-1, Uchisaiwaicho

Chiyoda-ku, Tokyo 100-0011, Japan

Tél. : 81 3 5532 0021

Fax : 81 3 5532 0035

E-mail : [center@oecdtokyo.org](mailto:center@oecdtokyo.org)

Internet : [www.oecdtokyo.org](http://www.oecdtokyo.org)

*Pour les clients d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud*

**OECD Mexico Centre**

Av. Presidente Mazaryk 526

Colonia : Polanco

C.P. 11560, Mexico D.F.

Tél. : 52 555 281 3810

Fax : 52 555 280 0480

E-mail : [mexico.contact@oecd.org](mailto:mexico.contact@oecd.org)

Internet : [rtn.net.mex/ocde](http://rtn.net.mex/ocde)

*Pour les clients du reste du monde*

**OECD Paris Centre**

2, rue André-Pascal

75775 Paris Cedex 16, France

Tél. : 33 1 45 24 94 16

Fax : 33 1 45 24 94 53

E-mail : [sourceoecd@oecd.org](mailto:sourceoecd@oecd.org)

Internet : [www.sourceoecd.org](http://www.sourceoecd.org)

**Commande en ligne :** [www.oecd.org/publications](http://www.oecd.org/publications)  
(paiement sécurisé par carte de crédit)

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Éditorial : en perte de vitesse et d'équilibre ?</b> .....	vii
<b>I. Évaluation générale de la situation macroéconomique</b> .....	1
Vue d'ensemble.....	1
L'absorption des chocs.....	2
Maintenir ou rétablir l'élan.....	10
Persistance des risques et des tensions.....	17
Politique macroéconomique : revenir à la neutralité et rétablir une situation plus tenable.....	24
Appendice I.1. Le scénario de référence à moyen terme.....	32
Appendice I.2. Scénarios d'atterrissage brutal du dollar : calibrage et simulations.....	37
<b>II. Évolutions dans les pays membres de l'OCDE</b> .....	45
États-Unis.....	45
Japon.....	50
Zone euro.....	54
Allemagne.....	58
France.....	63
Italie.....	67
Royaume-Uni.....	72
Canada.....	76
Australie.....	81
Autriche.....	84
Belgique.....	86
Corée.....	89
Danemark.....	92
Espagne.....	95
Finlande.....	98
Grèce.....	101
Hongrie.....	104
Irlande.....	107
Islande.....	110
Luxembourg.....	113
Mexique.....	115
Norvège.....	118
Nouvelle-Zélande.....	121
Pays-Bas.....	124
Pologne.....	127
Portugal.....	130
République slovaque.....	133
République tchèque.....	136
Suède.....	139
Suisse.....	142
Turquie.....	144
<b>III. Évolutions dans certaines économies non membres</b> .....	147
Chine.....	148
Brésil.....	150
Fédération de Russie.....	152
<b>IV. Mesurer et évaluer l'inflation sous-jacente</b> .....	155
Introduction.....	155
Typologie des indicateurs d'inflation tendancielle.....	156
Évaluation de l'utilité potentielle des divers indicateurs.....	160
Enseignements à tirer pour les pressions inflationnistes actuelles.....	162
Appendice.....	167
<b>Chapitres spéciaux parus dans les derniers numéros des <i>Perspectives économiques de l'OCDE</i></b> .....	174
<b>Annexe statistique</b> .....	175
Classification des pays.....	176
Mode de pondération pour les données agrégées.....	176
Taux de conversion irrévocable de l'euro.....	176
Systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour.....	177
Tableaux annexes.....	179

**Encadrés**

I.1. Emploi, chômage et taux d'activité aux États-Unis .....	5
I.2. Comment expliquer la faiblesse de la consommation allemande ?.....	8
I.3. Hypothèses de politique économique et autres sous-tendant les prévisions centrales.....	12
I.4. Voies d'ajustement des déséquilibres extérieurs .....	22
I.5. Voir et croire.....	29
I.6. Hypothèses du scénario de référence à moyen terme .....	36
IV.1. Les différents indicateurs d'inflation tendancielle pris en compte.....	158
IV.2. Tests visant à différencier les indicateurs d'inflation tendancielle.....	161
IV.3. Pourquoi une telle inertie de l'inflation dans la zone euro ?.....	165

**Tableaux**

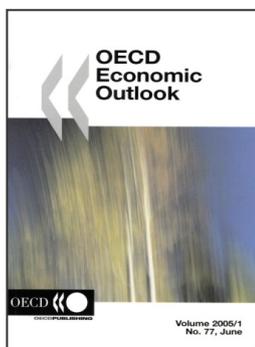
I.1. La croissance devrait progressivement retrouver de l'élan .....	1
I.2. Les données récentes dénotent un affaissement à court terme dans certains pays.....	11
I.3. La croissance des échanges internationaux ne devrait pas s'essouffler .....	16
I.4. D'importants déficits budgétaires persistent .....	27
I.5. Résumé du scénario de référence à moyen terme .....	33
I.6. Évolutions budgétaires dans le scénario de référence à moyen terme .....	34
I.7. Croissance de la production potentielle de l'économie et de ses composantes .....	35
I.8. Hypothèses sur les prix des actifs .....	38
I.9. Résultats des simulations .....	40
III.1. Prévisions pour la Chine .....	149
III.2. Prévisions pour le Brésil .....	151
III.3. Prévisions pour la Fédération de Russie .....	153
IV.1. Valeur moyenne de l'inflation globale et de l'inflation tendancielle .....	159
IV.A1. Évaluation de l'utilité des indicateurs d'inflation tendancielle : synthèse des résultats des tests, 1996-2004 .....	167

**Graphiques**

I.1. Les prix du pétrole sont élevés et volatils, alors que les taux de change se sont décalés.....	3
I.2. Les économies ont été diversement dépendantes de la demande extérieure.....	4
I.3. Les tendances de la compétitivité divergent entre membres de la zone euro.....	9
I.4. La confiance a fléchi .....	10
I.5. Les profits ont généralement augmenté plus que l'investissement .....	13
I.6. Les taux d'utilisation des capacités laissent prévoir une accélération des dépenses en capital.....	14
I.7. La productivité du travail aux États-Unis rejoint sa tendance.....	15
I.8. Les taux d'intérêt réels sont plus bas que lors des cycles passés .....	18
I.9. Les écarts de taux restent relativement faibles.....	20
I.10. L'Asie finance une part croissante du déficit du compte courant américain.....	21
I.11. L'inflation sous-jacente reste modérée.....	25
I.12. Les taux directeurs sont ramenés vers la neutralité dans plusieurs économies .....	26
I.13. La part des programmes obligatoires dans les dépenses du gouvernement fédéral des États-Unis s'accroît .....	28
I.14. Des dérapages budgétaires récurrents dans la zone euro .....	31
I.15. Effets sur la production, l'inflation et le chômage .....	41
IV.1. Taux d'inflation et divers indicateurs de l'inflation sous-jacente .....	163
IV.A1. États-Unis : indicateurs d'inflation sous-jacente.....	168
IV.A2. Zone euro : indicateurs d'inflation sous-jacente .....	169
IV.A3. Japon : indicateurs d'inflation sous-jacente .....	170
IV.A4. Royaume-Uni : indicateurs d'inflation sous-jacente.....	171
IV.A5. Canada : indicateurs d'inflation sous-jacente.....	172

## Légendes

\$	Dollar des États-Unis	.	Décimale
¥	Yen japonais	I, II	Semestres
£	Livre sterling	T1, T4	Trimestres
€	Euro	Billion	Mille milliards
mbj	Millions de barils par jour	Trillion	Mille billions
..	Données non disponibles	c.v.s.	Corrigé des variations saisonnières
0	Nul ou négligeable	n.c.v.s.	Non corrigé des variations saisonnières
-	Sans objet		



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2005 Issue 1**

Accéder à cette publication :  
[https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2005-1-en](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2005-1-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2005), « Italie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2005 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2005-1-9-fr](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2005-1-9-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).